

*[Text]*

Canada said they needed in their communities. These services need to be community-based and nonprofit. Recent research shows that those programs that allow for parental involvement are generally of higher quality than those that have been established for profit. The nonprofit model assures financial accountability and the monitoring of regulations.

In those provinces where both nonprofit and commercial care exist, it is interesting to note that, first, child care staff in nonprofit care have lobbied for licensing regulations that ensure a high quality of care, while for-profit operators have successfully lobbied against regulations. This is the situation in some provinces. Secondly, staff salaries are generally lower in commercial centers as staff are often untrained and the turnover rate is much higher than that of the nonprofit centres. Having been a director for fifteen years of a child care centre, I believe that staff is the most important component of child care. You need staff that are both trained and consistent. When a child care worker is sick for a day, the child usually wants to know where the person is, when he or she is coming back and who will be filling in. In centres where staff changes so frequently, due to lack of wages, lack of training and lack of benefits, it is very hard for the children. Thirdly, in Manitoba both the parent-operated and community board-operated centres and the private centres charge the same daily fee; yet, those nonprofit programs operated by parent boards have full enrolment whereas the commercial ones do not. We believe that this is a reflection of the type of system people want, a system that allows for a partnership between the child care facility and the family.

I will not go into all of the detail outlined in the brief about the federal child care announcement. However, I believe that the program does not provide enough money. Even so, had that money gone into direct funding, it would have made a real difference in the child care system across Canada. Almost half of the new money went into tax credits, and for that parent in financial difficulty it is not enough that it will make a difference. It will not be a factor when these people decide whether or not to work or to stay at home. Also, the child deduction has increased from \$2,000 to \$4,000. This is a step in the right direction in that it reflects more so the cost for child care, but, again, if you do not have a licensed, regulated space to take your child to, having the extra child credit will not create a space. Also, the child deduction will mostly benefit the upper income families, not the lower income families who are not paying income tax anyway. I think that the inclusion of the Child Care Special Initiatives Fund in the government's plan is a positive step, but the \$100 million over seven years is not enough. Training was lumped in as a possible use for this money. Child care workers need to be trained and there should be more base education programs to provide training and

*[Traduction]*

Manitoba les mêmes types de garderies que ceux que les parents ont réclamé pour leurs collectivités à l'échelle du Canada. Ces services doivent être de type communautaire et à but non lucratif. Les études récentes nous démontrent que les programmes qui permettent aux parents de s'impliquer sont généralement de meilleure qualité que ceux qui ont été établis dans un but de profit. Le modèle à but non lucratif permet de rendre des comptes sur le plan financier et garantit le respect de la réglementation.

Dans les provinces où coexistent les garderies commerciales et les garderies à but non lucratif, il est intéressant de constater tout d'abord que le personnel des garderies à but non lucratif milite en faveur d'une réglementation garantissant des services de qualité alors que les exploitants opérant dans un but de profit ont réussi à s'opposer avec succès à la réglementation. C'est la situation qui prévaut dans certaines provinces. En second lieu, les salaires sont généralement moins élevés dans les garderies commerciales étant donné que le personnel est souvent sans qualification et que les taux de roulement sont généralement plus élevés que dans les centres à but non lucratif. Mes quinze ans d'expérience en tant que directrice d'un centre de garderies m'ont enseigné que le personnel est l'élément-clé dans une garderie. Il faut du personnel à la fois qualifié et présent. Lorsqu'un membre du personnel d'une garderie prend un jour de congé parce qu'il est malade, les enfants veulent savoir pourquoi il n'est pas là, quand il va revenir et qui va le remplacer. Dans les centres où le personnel change constamment parce que la formation, les prestations et les salaires sont insuffisants, c'est très dur pour les enfants. En troisième lieu, au Manitoba, les centres administrés par les parents ou par la collectivité facturent aux parents les mêmes frais d'utilisation quotidiens et, pourtant, les programmes à but non lucratif administrés par les conseils de parents tournent à plein alors que ce n'est pas le cas des garderies commerciales. Nous considérons que c'est là le reflet de ce que veulent les gens: un système qui permet une collaboration entre la famille et la garderie.

Je ne reprendrai pas l'analyse détaillée qui est faite dans notre mémoire de l'annonce du projet fédéral de garde d'enfants. Je dirai toutefois que ce programme n'offre pas de crédits suffisants. En dépit de cela, si ces crédits avaient été investis directement, le système de garderies au Canada en aurait véritablement bénéficié. Toutefois, près de la moitié des nouveaux crédits se présentent sous la forme de crédits d'impôt et ne vont pas faire une grande différence pour les parents dont la situation financière est difficile. Ils ne joueront pas pour ces gens lorsque ceux-ci devront décider de travailler à l'extérieur ou de rester à la maison. Par ailleurs, la déduction par enfant est passée de 2 000 à 4 000 \$. C'est un pas dans la bonne direction car on se rapproche davantage du coût véritable de la garde d'enfants mais, là encore, ce n'est pas en accordant un crédit d'impôt supplémentaire que l'on va créer les places de garderies agréées et réglementées qui manquent. La déduction par enfant va encore profiter avant tout aux familles à revenus élevés et non aux familles à faibles revenus qui ne paient pas d'impôt sur le revenu de toute façon. Je considère que le fonds attribué aux initiatives spéciales en matière de garderies dans le projet du gouvernement va dans le bon sens, mais 100 mil-